

ANALYSE N°36/2005
sur le thème :

FEMINISMES ET FAMILLES

Objet de l'analyse : Les féministes sont réputées être « contre » la famille ; or, la maternité et la famille font partie de leurs préoccupations constantes. Mais elles en contestent le modèle archétypal, ainsi que les politiques familiales actuelles qui privilégient une hiérarchisation des relations entre conjoints.

Contexte : L'Université des Femmes se donne comme objectif de diffuser les savoirs élaborés par et sur les femmes. Une des thématiques choisie pour la réalisation des documents d'analyse mis à disposition via son site internet est la mise en évidence des ressorts sexistes dans l'organisation sociale.

«Et si les femmes n'avaient que des paradoxes à offrir»¹...

Pour préparer le dixième anniversaire de l'Année Internationale de la Famille, l'Université des Femmes a consacré, fin 2003, sa formation longue annuelle (\pm 42 heures de cours et débats) au thème de la famille. Ce n'est pas la première fois qu'elle aborde ce thème : au début des années'80, elle a organisé un colloque international sur le thème «*Enfants des femmes ou enfants de l'homme ?*»². En 1994-1995, elle a consacré trois numéros de son périodique «*Chronique féministe*» au thème : «*La famille, une affaire politique ?*»³. Actuellement, avec l'Ulg, elle collabore à une recherche sur les «*Femmes monoparentales*». Paradoxal ? Un tel sujet, venant d'une association d'éducation permanente dont l'engagement est nettement féministe, peut surprendre.

En effet, l'opinion publique est persuadée que les féministes sont «contre» la famille et les théoriciens familialistes, particulièrement les démographes, prétendent souvent que les féministes sont la cause de la dénatalité et de la destruction de la famille. Pourquoi n'incriminent-ils pas plutôt le courant nihiliste⁴ qui manifeste son horreur de la reproduction (et de la mère comme reproductrice), ou le courant psychanalytique de la *mort de la famille*⁵ qui voit dans la famille (et la mère) la source de toutes les psychoses et névroses ?

Or, la maternité et la famille ont été des préoccupations constantes pour les féministes⁶. La plupart des courants féministes refusent toutefois que la maternité soit une cause d'exclusion sociale pour les femmes et que l'identité de la femme se confonde totalement avec la maternité.

Les critiques féministes du modèle familial dominant

Les féministes ont toujours contesté le modèle archétypal de la famille. Dans les années'50, Simone de Beauvoir considérait le mariage, la maternité et la famille comme des institutions du patriarcat qui organisent la triple oppression sexuelle, socioéconomique et politique des femmes. Dans les années'70, elle a précisé qu'elle ne refusait pas la maternité *en soi* mais considérait, qu'à cette époque, la maternité était un piège pour les femmes. Le travail ménager occupe une place importante dans sa critique de la maternité et de la vie familiale.⁷ Christine Delphy, présente même le mariage comme un contrat qui oblige la femme à fournir gratuitement ce travail au bénéfice du mari.⁸ Ce «mode de production domestique» est dénoncé comme le socle du patriarcat et depuis ces années, les principales critiques féministes de la famille tournent autour de cette question ainsi qu'autour des discriminations sur le marché du travail qui découlent de leurs responsabilités familiales.

¹ En référence à Joan W. Scott, *La citoyenne paradoxale ...*, Bibliothèque Albin Michel Histoire, Paris, 1998 (pour la traduction française), p.22

² Les actes n'en ont pas été publiés.

³ N° 54,55 et 56, Bruxelles, 1994-1995.

⁴ Schopenhauer, Beckett, Cioran, Kundera,... Houellebecq ... Voir l'analyse de Nancy Huston, *Professeurs de désespoir*, éd. Actes Sud, Arles, 2004.

⁵ Avec David Cooper, sans oublier le «*familles, je vous hais...*» d'André Gide.

⁶ En 1977, «*Les Cahiers du GRIF*» y consacraient leur n° 17/18 «Mères/Femmes», Bruxelles ; Francine Descarries et Christine Corbeil, «La maternité au cœur des débats féministes», dans *Espaces et temps de la maternité* [sous la dir. de Francine Descarries et Christine Corbeil], éd. du Remue-Ménage, Montréal, Québec, 2002, p.23-50.

⁷ H. Peemans-Poullet, «Le travail ménager dans Le Deuxième Sexe», dans *Chronique Féministe*, n°69 [Simone de Beauvoir], Bruxelles, 1999, p. 83-90.

⁸ Ch. Delphy, *L'ennemi principal. 1. Economie Politique du patriarcat*, éd. revue, dans Collection «Nouvelles Questions Féministes», Syllepse, Paris, 1998.

Rapidement aussi, la question des violences intrafamiliales s'est imposée comme une contestation majeure de l'image idéalisée d'une famille présentée comme foyer d'amour et de tendresse. Les féministes contestent aussi bien les politiques familiales actuelles qui se fondent sur des conceptions natalistes que celles qui privilégient une hiérarchisation des relations entre conjoints.

Or, en 1994, lorsque l'ONU lançait l'Année Internationale de la Famille, elle présentait celle-ci comme «la plus petite démocratie au cœur de la société». Sur les affiches de la campagne de promotion figurait, en effet : «*Building the smallest democracy at the heart of society*». Sur une telle base, un dialogue entre les organisations de femmes progressistes et les responsables sociopolitiques devait être possible comme le faisait espérer d'ailleurs, la mise en œuvre de cette AIF par le Ministère des Affaires sociales. Mais les dix années qui ont suivi n'ont fait l'objet d'aucune évaluation et il était à craindre qu'en 2004, on repartirait à zéro.

Le vécu comme base de la connaissance

Puisque ce sont les femmes qui «font» la famille, tant au quotidien que dans la continuité, il convient qu'elles se chargent aussi de définir ce projet familial. En devenant mères, elles ne peuvent continuer à cautionner la reproduction d'un système qui les opprime. Elles doivent avoir la possibilité de fonder une famille *AUTRE*, d'en fixer les objectifs, les normes et les responsabilités.

Il leur faut, dans un premier temps, déconstruire le savoir dominant au sujet de la famille et, dans un deuxième temps, élaborer un savoir dissident, fondé sur le vécu et l'expérience personnels des femmes. À partir de ce nouveau savoir-conviction, les femmes formuleront, elles-mêmes, les enjeux et revendications politiques. Elles se rassembleront, malgré des contradictions et divergences prévisibles, autour d'enjeux prioritaires pour elles.

C'était donc le projet que poursuivait l'Université des Femmes en organisant, fin 2003 une formation/séminaire qui devait alimenter les connaissances et débats en vue du dixième anniversaire de l'AIF et, indirectement, des Etats Généraux des Familles⁹.

Le titre de cette formation «*Familles...attachantes ?*» marque d'emblée les paradoxes assumés par les organisatrices : les femmes sont attachées à la famille, mais en même temps la famille les attache, les emprisonne.

⁹ Les Etats Généraux des Familles ont été lancés le 13 novembre 2003 par la Secrétaire d'Etat aux Familles et aux Personnes handicapées en vue de «prendre le pouls de la société afin de définir, en concertation avec les acteurs de terrain, les objectifs prioritaires à rencontrer pour mieux soutenir les familles, notamment à travers de nouvelles interventions sociales et incitants fiscaux». Les discussions ont été regroupées en 5 thèmes/groupes de travail (Articulation vie professionnelle et vie familiale, Familles et sécurité sociale, Familles et droits civil et judiciaire, Services aux familles et soutien à la parentalité, Familles et fiscalité) et se sont déroulées pendant 5 mois. Certaines mesures, probablement décidées dès avant la tenue des Etats Généraux ont été prises. La promesse faite en fin de parcours de poursuivre le chantier ainsi ouvert est assumé par la nouvelle Secrétaire d'Etat aux Familles et aux Personnes handicapées qui en ce début de 2005, relance les principaux groupes de travail mais y ajoute une attention particulière pour les relations intergénérationnelles et la violence intrafamiliale.

On peut consulter ces dossiers sur le site : <http://www.lesfamilles.be>

Les quatorze modules de la formation ont permis aux principales disciplines scientifiques d'aborder les questions majeures. Outre les données quantitatives sur l'évolution des divers paramètres de la famille dans le monde occidental et en Belgique, les intervenant(e)s se sont efforcé(e)s de présenter le sens des évolutions ; les inégalités au sein de la famille en termes de répartition du temps et des revenus ; la représentation de la famille en politique ; le traitement de la famille par la science économique, par les fictions télévisées ; l'état des savoirs sur l'histoire de la petite enfance, de la famille, des grands-parents ; la maternité chez les adolescentes en Belgique ; le rapport entre les générations, entre mères et filles, la maternité et les droits sociaux, le devenir des enfants des familles dissociées ; les contradictions entre vie familiale et vie sexuelle, entre l'émancipation des femmes et leurs attentes par rapport à la famille ; les responsabilités éducatives de la famille ; la socialisation des responsabilités familiales ; les rapports entre individu, famille et Etat ; les problèmes de logement, de la violence intrafamiliale... Pour finir, après avoir montré la difficulté de dresser un profil socioéconomique et sociodémographique de la monoparentalité, l'Université des Femmes, a développé la question : toutes les mères ne sont-elles pas monoparentales ? Par ces derniers exposés, elle voulait attirer l'attention sur les risques que comporte toute politique spécifiquement «ciblée» sur les familles monoparentales.

Ce programme s'est clôturé¹⁰ par un exposé où Isabelle Simonis, Secrétaire d'Etat aux familles et aux personnes handicapées a présenté ses projets pour l'Année Internationale de la Famille.

Il est toujours un peu délicat de prétendre retenir quelques points forts d'un tel ensemble et il n'est possible de le faire qu'en faisant, au préalable, un aveu de subjectivité.

Les diverses interventions sociologiques générales ont permis de faire un sort au thème si rebattu de la «déglingue de la famille». En effet, si on prend soin de distinguer les deux composantes anthropologiques de la famille : l'alliance (le mariage, le couple...) et la parenté (lien de filiation), on constate que seul le premier terme fait problème alors que le second se porte de mieux en mieux. En effet, si la vie en couple semble de plus en plus fragile, par contre l'allongement de l'espérance de vie a pour effet qu'actuellement, la plupart des jeunes connaissent et fréquentent leurs grands-parents voire leurs arrière grands-parents, ce qui n'était pas le cas aux XIXème et début du XXème siècle. La famille étendue horizontalement a ainsi fait place à une famille étendue verticalement. Et toutes les études montrent l'importance des échanges intergénérationnels de biens, services et affections. La proximité favorise ceux-ci et l'on observe que cette proximité reste un élément décisif dans le choix du lieu de résidence mais les nouvelles exigences de flexibilité et de mobilité professionnelles représentent une menace pour cet esprit de famille. Une autre inquiétude se profile à l'horizon au sujet des liens de filiation (parenté). Les nouvelles technologies de reproduction, la question de l'adoption par les couples homosexuels, les diverses recompositions familiales modifient profondément le système de la filiation du monde occidental.

¹⁰Les participants ont reçu de copieuses fardes de documentation sur les sujets traités et une bibliographie des ouvrages disponibles à la Bibliothèque Léonie La Fontaine de l' Université des Femmes qui prépare actuellement l'édition des actes de cette formation.

Le développement de la monoparentalité des femmes semble très révélateur. D'un côté, ce développement se présente comme une «mise à nu» de la vie réelle de la majorité des mères, d'où l'interrogation : toutes les mères ne sont-elles pas monoparentales ? D'un autre côté, des responsables politiques voudraient s'empresse d'adopter quelques mesures mineures sans toutefois résoudre réellement la question des créances alimentaires et pénaliser la défaillance du père.

L'intensification des échanges intergénérationnels augmente la charge totale de «travail» familial. La nature de ce travail se modifie mais l'éducation (accompagnement de la scolarité, loisirs, santé...) ainsi que l'aide et soins aux parents âgés prennent une place de plus en plus importante. Or le partage équitable de ces responsabilités entre les deux parents se fait toujours attendre (l'analyse des résultats de l'enquête budget-temps est révélatrice) ; l'injustice de cette situation s'accroît avec l'augmentation du travail professionnel des femmes et de leur participation aux ressources du ménage. Cette inégalité fondamentale au sein des familles interpelle les politiques familiales qui continuent à se fonder sur une approche unitaire de la famille. Depuis le XIXème siècle, le travail au foyer s'est progressivement vidé de ses composantes (auto)productives et rémunératrices ce qui renforce la dépendance socioéconomique des femmes au foyer.

L'histoire de la famille se spécialise profondément : celle des enfants et des grands-parents est de plus en plus fournie et ouvre des champs d'investigation qui semblent inépuisables. La contribution de la science économique à l'étude de la famille est moins étoffée mais une synthèse des recherches sur la représentation de la famille dans les théories économiques ou des travaux récents sur l'économie des échanges intrafamiliaux montre tout ce qu'on pourrait attendre d'une intensification des recherches de ce côté.

Les recherches sur les solidarités familiales conduisent tout naturellement aux travaux sur l'articulation entre les rôles respectifs de l'Etat et de la famille dans le développement des politiques sociales. Les politiques à l'égard de la famille oscillent entre plusieurs types de finalités, l'émancipation (des femmes), le maintien de la famille comme institution, la protection de certaines situations familiales. On croit souvent pouvoir expliquer les différentes orientations de ces politiques par des différences culturelles (pays nordiques, pays latins...) mais en réalité, l'explication se trouve dans des choix politiques différents comme le montre la comparaison entre les politiques familiales de l'Allemagne de l'Est et de l'Ouest qui avaient cependant hérité d'une même histoire et d'une même culture. Qui influence les pouvoirs publics, autrement dit, qui représente les familles au niveau politique ? Cette question, également été traitée, se situait inévitablement dans la perspective de la famille comme une communauté d'intérêts.

Plusieurs questions psychosociales ont été posées de manière très stimulante. Qu'est-ce que «fonder» une famille ? Est-ce qu'une mère adolescente fonde ou pense fonder une famille ? Il semble que les femmes aient, plus que les hommes, le désir de fonder une famille, qui par ailleurs menace plus particulièrement leur aspiration à l'émancipation : comment se forge leur identité personnelle au cœur de cette contradiction ? La question se pose un peu de la même manière à propos de la confrontation entre vie familiale et vie de couple. Comment mener simultanément une vie épanouissante au point de vue sexuel et au point de vue familial ? Par ailleurs, comment se survit l'archétype de la famille comme «foyer» d'intimités chaleureuses alors que s'accumulent les données sur les violences intrafamiliales et intra-conjugales ?

Conclusion

Par leurs interventions dans les débats, les participant(e)s ont montré une fois de plus à quel point les femmes se sentent naturellement impliquées par ces questions théoriques et pratiques au sujet de la famille. Quel que soit le niveau initial de sa formation -et c'est bien là un atout de l'éducation permanente- chacune entrait de plain-pied dans les problématiques soulevées et ne craignait pas d'intervenir dans les débats ce qui rehaussait encore l'intérêt des exposés.

Il faut dire que l'Université des Femmes tenait à rencontrer le vécu des femmes et à élargir le champ d'investigation vers des domaines assez rarement traités sans faire l'impasse sur des sujets plus difficiles comme le conflit potentiel entre l'épanouissement sexuel et la vie de famille, ou l'identité des femmes prises entre désir d'émancipation et désir de famille voire même le devenir fragile des enfants des familles dissociées...

Malgré la diversité des thèmes abordés, les débats ont montré que le sujet était loin d'être épuisé et que de nombreux aspects méritaient des approfondissements. Le sujet «famille» est manifestement riche et stimulant lorsqu'il se trouve traité en milieu féministe et progressiste.

En 2004, les Etats Généraux des Familles ont fait réapparaître publiquement les affrontements entre les partisans d'un modèle familial traditionnel hiérarchisé voire patriarcal et ceux d'un modèle reposant sur une association de partenaires aspirant à l'égalité. Les organisations de femmes ainsi que d'autres organisations progressistes se montraient favorables à cette nouvelle conception de la famille qui devrait permettre un égal épanouissement des partenaires adultes et de leurs enfants.

On a pu observer ainsi le rôle progressiste joué par l'éducation permanente, notamment par les organisations féministes, dans l'évolution des conceptions, dans le cas qui nous occupe, au sujet de la famille.

© Université des Femmes asbl

Date du document : décembre 2005

Ont contribué à la réalisation de ce document :

Rédaction : Hedwige PEEMANS-POULLET

Relecture, mise en page : Sophie PEREIRA